Déclaration du Représentant de la République d'Indonésie

C'est pour moi un grand plaisir de m'adresser à vous, au nom du Gouvernement de la République d'Indonésie, à l'occasion de la quarante-deuxième réunion du Conseil des gouverneurs du FIDA. Pour commencer, je voudrais remercier le Président Houngbo pour sa direction éclairée et lui souhaiter tout le succès possible.

La pauvreté et la faim forment un cercle vicieux. Les personnes qui vivent dans la pauvreté souffrent souvent de la faim car elles n'ont pas les moyens de se procurer des aliments nutritifs, pour elles-mêmes et pour leur famille. D'autre part, la faim entretient la pauvreté, car il est difficile pour une personne sous-alimentée d'augmenter ses revenus. Ce cycle se transmet souvent des parents aux enfants et il est très difficile de le briser.

D'après la Banque mondiale, 10% de la population mondiale vit encore dans la pauvreté, soit quelque 800 millions de personnes. La Banque mondiale a fixé comme objectif de réduire le niveau de pauvreté à 3 ou 4% de la population mondiale d'ici à 2030. Or, aujourd'hui, 821 millions de personnes souffrent de la faim à travers le monde. C'est évidemment un chiffre élevé, mais il convient d'ajouter que la faim a reculé dans une proportion de 27% à l'échelle mondiale depuis 2000. La communauté internationale s'est engagée à éliminer la faim d'ici à 2030 (objectif "Faim zéro") dans le cadre du Programme 2030. Pour honorer cet engagement, il faut que les parties prenantes, notamment les institutions financières internationales, disposent de politiques et d'un programme d'action axés sur la collaboration et les synergies.

Le FIDA peut jouer un rôle important et contribuer aux actions menées à l'échelle mondiale pour lutter contre la pauvreté et la faim, en particulier dans les zones rurales des pays en développement. En tant qu'organisme des Nations Unies suivant son propre modèle de développement, le FIDA occupe une place exceptionnelle parmi les acteurs internationaux. Il est bien placé pour contribuer à la concrétisation du Programme 2030, car il aide à mobiliser des financements, à résoudre des problèmes qui dépassent les frontières des pays et à atteindre les populations les plus pauvres et les plus vulnérables dans les contextes de fragilité.

À cet égard, le FIDA peut renforcer les activités de lutte contre la pauvreté et la faim dans les zones rurales, entre autres, et rechercher d'autres moyens innovants d'agir dans ce domaine.

Premièrement, dans le cadre de la reconfiguration du modèle axé sur les pays, le FIDA peut développer sa collaboration avec le secteur privé et aller au-delà du problème de l'accès au financement des petites et moyennes entreprises ainsi que des producteurs privés du monde rural et de leurs organisations. Il peut jouer le rôle d'assembleur de financements et d'intermédiaire afin d'attirer massivement les investissements privés vers les zones rurales et d'aider les petits producteurs, les entrepreneurs agricoles et leurs organisations à devenir des partenaires d'activité compétitifs. En outre, pour continuer à intensifier sa coopération avec le secteur privé, le FIDA doit établir un principe directeur et une approche reposant sur un certain nombre de bases, notamment: faire en sorte que la collaboration avec le secteur privé soit conforme aux programmes des pays bénéficiaires; exploiter le rôle de pionnier du FIDA pour développer la confiance et nouer des liens entre les parties prenantes, et montrer comment travailler avec les petits producteurs ruraux de manière socialement et écologiquement responsable; instaurer pour chaque partenaire un ensemble de responsabilités et d'obligations bien défini et, enfin, veiller à pérenniser l'impact, même après l'arrêt de la participation du FIDA au partenariat.

Deuxièmement, le FIDA peut aider les femmes à acquérir une plus grande autonomie dans le monde du travail. D'après le Rapport mondial sur la parité entre les genres 2017 du Forum économique mondial, nous sommes encore à 200 ans de la parité des sexes. Il

est manifeste que dans les pays les plus pauvres, la mortalité liée à la maternité se situe encore à un niveau inacceptable, et qu'un grand nombre de femmes n'ont toujours pas accès à des services de santé génésique de base. Le taux d'activité des femmes a également stagné, voire légèrement baissé dans certains endroits. Les femmes ont toujours deux fois moins de chances que les hommes de trouver un emploi à temps plein. Elles représentent plus de 40% de la main-d'œuvre agricole dans le monde et jouent un rôle majeur dans l'agriculture; or, elles doivent faire face à nombreuses difficultés, dont un accès limité aux intrants agricoles, aux technologies, aux financements et aux réseaux. Un nombre croissant d'entreprises sont désormais conscientes qu'en misant sur les femmes, elles peuvent augmenter leur rentabilité tout en contribuant à améliorer la vie en milieu rural. En misant sur les femmes à tous les stades de la chaîne de valeur des entreprises agricoles, on agit simultanément dans deux domaines: celui de la sécurité alimentaire et celui de l'égalité des sexes. Les investissements intelligents au regard de l'égalité des sexes font partie de la solution qui permettra de venir à bout de ces problèmes d'ampleur mondiale, car ils peuvent renforcer les chaînes de valeur, soutenir l'offre mondiale de produits alimentaires et améliorer les moyens d'existence – sachant que les avantages iront à la fois aux agriculteurs et aux entreprises.

Troisièmement, le FIDA peut tirer parti des avancées technologiques pour offrir un avenir meilleur à l'agriculture. Selon un nouveau rapport d'information sur les marchés publié par BIS Research, le marché mondial de l'agriculture intelligente devrait se chiffrer à 23,14 milliards d'USD d'ici à 2022, et atteindre un taux de croissance annuel composé de 19,3% de 2017 à 2022. La croissance de ce marché est principalement attribuée à l'augmentation de la demande de rendements plus élevés, à la pénétration de plus en plus importante des technologies de l'information et de la communication dans l'agriculture et à la nécessité de plus en plus pressante de pratiquer une agriculture climatiquement rationnelle. Dans les années à venir, on s'attend à ce que l'agriculture intelligente bouleverse l'économie agricole en comblant le fossé entre les petites et les grands entreprises. Cette tendance ne se fait pas seulement sentir dans les pays développés; les pays en développement aussi sont conscients de l'immense importance de cet enjeu. Les gouvernements de plusieurs pays ont également pris conscience du fait que ces technologies devenaient une nécessité et qu'elles procuraient des avantages précis, et ont ainsi lancé des initiatives pour promouvoir l'agriculture intelligente et stimuler la croissance. Pour accompagner une telle évolution, il faudra une main-d'œuvre éduquée et qualifiée, disposant de compétences utiles et pertinentes. Les pouvoirs publics devront mettre en place un système éducatif complet et veiller à l'égalité des chances en rendant l'éducation accessible à tous. Ils devront en outre développer l'enseignement professionnel et proposer des programmes de formation pour répondre à l'évolution du marché du travail et préparer les travailleurs aux emplois du futur. Ces efforts devront être soutenus par les entreprises et les établissements d'enseignement.

Quatrièmement, le FIDA devra renforcer son engagement sur les questions relatives aux changements climatiques. Ce problème d'ampleur mondiale touche tout particulièrement le secteur agricole, lequel est fortement tributaire des aléas climatiques. Nous subissons les conséquences de la variabilité du climat, de la hausse des températures, des phénomènes météorologiques extrêmes, des sécheresses et des inondations. Tous ces facteurs entraînent de mauvaises récoltes et menacent les revenus des agriculteurs et la sécurité alimentaire. Il faut donc intensifier de toute urgence l'action menée pour renforcer la résilience face aux changements climatiques, au moyen de politiques qui favorisent l'adaptation à ces derniers et l'atténuation de leurs effets.

L'Indonésie apporte un appui solide au FIDA. Notre engagement s'est traduit par une contribution financière en augmentation sur la dernière décennie, et nous entendons rester un membre actif. La création du bureau de pays du FIDA à Jakarta en 2016 a été une autre manière pour l'Indonésie de témoigner son soutien au Fonds.

L'Indonésie a un long passé de collaboration avec le FIDA. Dans le cadre du programme d'options stratégiques pour le pays, le Gouvernement indonésien et le FIDA ont mis en œuvre des programmes et des stratégies synergiques pour atteindre des objectifs de développement liés aux secteurs de l'agriculture et de la pêche. Le programme d'options stratégiques pour le pays vise en outre à donner aux petits producteurs les moyens d'améliorer leur productivité et de mieux s'intégrer aux marchés afin de renforcer la sécurité alimentaire, d'accroître les revenus et de réduire la pauvreté et la vulnérabilité.

Nous espérons que le FIDA pourra encore faire davantage pour contribuer au développement de ses pays membres, dont l'Indonésie, en améliorant son efficacité. Le FIDA dispose des capacités nécessaires pour mener à bien des programmes encore plus ambitieux, plus efficaces et plus intelligents.